



LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

289

HIVER 2025

1945 SORTIES DE GUERRE

L'ENTRETIEN
ESTHER SENOT

CAHIER CENTRAL
LE RETOUR DES PRISONNIERS
DE GUERRE FRANÇAIS



Le jour de la victoire, Grands Boulevards, Paris, 8 mai 1945. Ronis, Willy (1910-2009)

© Donation Willy Ronis, ministère de la Culture (France),
Médiathèque du patrimoine et de la photographie, Dist. Grand Palais RMN Photo

LA VICTOIRE, ENFIN

Le 8 mai 2025 sera assurément le point d'orgue du cycle mémoriel organisé autour du 80^e anniversaire de la Libération et de la Victoire. Les cérémonies qui seront organisées à cette occasion rappelleront à l'évidence la joie qui avait étreint les Français de l'époque, après plus de cinq années d'occupation et de souffrances.

Cette liesse bien compréhensible, immortalisée par cette photo de Willy Ronis, ne devrait pas faire oublier que les dernières poches du territoire métropolitain n'ont été libérées que quelques jours avant, voire après le 8 mai (La Rochelle et l'île de Ré le 7 mai, Dunkerque, Lorient et Saint-Nazaire entre le 9 et le 11 mai), et que le Japon ne capitulera que le 2 septembre, après les deux explosions nucléaires de Nagasaki et d'Hiroshima en août.

Cette victoire sur le nazisme, plus que toute autre victoire, laisse aussi un goût amer, celui de l'horreur et de la barbarie de cette guerre mondiale qu'il est essentiel de rappeler : l'immensité des destructions, la souffrance des prisonniers pendant cinq années de captivité et surtout l'ampleur des pertes humaines dans la population civile, tout comme le caractère indicible de l'extermination et de l'horreur des camps, dont très peu reviennent.

Appelée de leurs vœux par les acteurs de l'époque, la capitulation des forces de l'Axe est l'aube d'un monde à rebâtir fondé sur un nouvel ordre mondial, avec l'apparition d'une justice internationale dont les premières manifestations seront les procès de Nuremberg, mais aussi les prémices de la décolonisation.

Le dossier de ce numéro hivernal des *Chemins de la mémoire* s'efforce de rendre compte de l'ensemble de ces événements et des sentiments qu'ils ont pu susciter.

Evence RICHARD

Directeur de la mémoire, de la culture et des archives



Une du journal **Libération Soir** du 8 mai 1945.

© CCO 1.0 Paris Musées / Musée de la Libération de Paris
Musée du général Leclerc - Musée Jean Moulin



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

Ministère des Armées
Secrétariat général
pour l'administration
Direction de la mémoire, de la culture
et des archives
Sous-direction de la mémoire
combattante
Bureau de l'action pédagogique
et de l'information mémorielles
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75700 Paris Cedex 15
Abonnement/résiliation
dmca-cheminsdememoire.redac.fct@
intradef.gouv.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Evence RICHARD (DMCA)

RÉDACTRICE EN CHEF

Catherine DUPUY (BAPIM)

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE

Sophie POIRMEUR (BAPIM)

COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Laurence TEIL (Sous-directrice)
Maurice BLEICHER (BM2C)
Alexandra DERVEAUX (BPLM)
Gilles FERRAGU (SHD)
Coline GUILLET (BAPIM)
Margot MARIE-CATHERINE (ONaCVG)
Marie-Christine NICOLAS (BPLM)
Guillaume PICHARD (BPLM)
Isabelle SOLANO (SDPC)
Nadia WAINSTAIN (ECPAD)

RESPONSABLE DE LA VERSION NUMÉRIQUE

Paul-Emmanuel ZEVORT (BAPIM)

RESPONSABLE DE LA GESTION DES ABONNÉS

Frédéric GUÉNARD (BAPIM)

CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION

Alexandra BRIAND-VÉRITÉ (SGA/COM)

MAQUETTISTE/GRAPHISTE

EGCA - Tulle

IMPRESSION ET ROUTAGE

EGCA - Tulle
2, rue Louis Druliolle
CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

N° ISSN : 1150-70 55

TIRAGE : 23000 EXEMPLAIRES

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2025

Le site Internet *Chemins de mémoire* propose des dossiers sur l'actualité mémorielle
et des articles historiques pour aller plus loin.
Retrouvez également les anciens numéros des *Chemins de la mémoire*
dans la rubrique « Histoire et mémoires ».



L'ÉVÉNEMENT
Commémorer 1945

6/7

LE DOSSIER
1945, SORTIES DE GUERRE

8/13

L'ENTRETIEN
Esther Senot

14

L'ACTEUR
Le musée-mémorial des combats de la poche de Colmar

16

RELAIS
Le mémorial de la Shoah de Drancy

17

CARREFOUR (S)

18

51

La Charte des Nations Unies est une convention internationale signée le 26 juin 1945 à San Francisco, à la fin de la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale, par 51 pays représentant l'ensemble des continents. La Charte est désormais ratifiée par 193 pays.

L'AGENDA

JANVIER

27

Journée internationale de commémoration en mémoire des victimes de l'Holocauste

FÉVRIER

9

Commémoration de la Libération de Colmar
Hommage au général de Lattre de Tassigny

MARS

9

Commémoration du coup de force japonais

19

Journée nationale du souvenir et de recueillement en mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc

COMMÉMORER 1945

La Mission Libération poursuit son investissement, avec ses partenaires et l'appui du ministère des Armées, pour organiser et valoriser les nombreux événements et les initiatives inscrits dans ce cycle mémoriel du 80^e anniversaire des débarquements, de la Libération et de la Victoire.

Au terme d'un cycle commémoratif particulièrement dense en 2024, essentiellement centré sur des débarquements de Normandie et Provence, ainsi que de la libération de Paris et Strasbourg, la Mission Libération est résolument tournée cette année vers les sorties de guerre. Cette thématique va être abordée à travers trois aspects particuliers : la recension des axes commémoratifs de 2025 tout d'abord, les modalités de partenariat avec les acteurs habituels ensuite et, enfin, « l'héritage » de la Mission Libération, ses legs pour le futur.

Tout en accompagnant les cérémonies par son expertise, notre Conseil scientifique et d'orientation, présidé par l'universitaire Denis Peschanski, a organisé un premier événement en novembre 2024 à Reims, autour du thème « Combattre ». Trois autres colloques scientifiques sont prévus en 2025 : « Femmes » en mars, « Sorties de guerre » en juin et enfin « Mémoires », conclusif de ce cycle, en novembre. Ces rencontres, facilitées par la Mission Libération, permettent de réunir des publics très divers. Des scolaires et étudiants échangent ainsi avec des historiens, des institutions mémorielles, des entreprises innovantes, les collectivités locales et le monde combattant, pour mieux comprendre cette période cruciale, sur tout le territoire.

LES TEMPS FORTS DE 2025

Après la commémoration des batailles de 1944, les thèmes retenus pour cette deuxième année commémorative évoluent.

Tout d'abord au regard de la chronologie, la fin des combats intervient dans les différentes poches, que ce soit en Alsace (Colmar et Haguenau sont libérées en février) ou sur le rivage Atlantique (les villes de Royan, Saint-Nazaire, Lorient et La Rochelle sont libérées au printemps). Ces combats de l'hiver 1944-45 furent d'ailleurs parmi les plus durs menés par les troupes françaises, mais restent encore parfois méconnus, à la différence de ceux qui préfigurent la libération des grandes villes. Les commémo-

ractions comprendront également des dates clés illustrant l'échelle mondiale de ce conflit : la découverte du camp d'Auschwitz-Birkenau par les Soviétiques en janvier 1945, le coup de force japonais du 9 mars en Indochine, la saisie de la commune allemande de Berchtesgaden au cœur du Reich où se situait le « nid d'aigle », les bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki, enfin la reddition du Japon le 2 septembre, en présence du général Leclerc.

La commémoration de la Victoire le 8 mai, avec une dimension internationale et populaire indéniable, constituera un jalon majeur de 2025.

L'année 2025 sera également l'occasion d'aborder les déportations de persécution et de répression (à la suite de la cérémonie au Struthof du 23 novembre dernier), les sorties de guerre et le rétablissement de la démocratie autour d'institutions républicaines refondées et, enfin, le retour de la France dans le concert des nations.

LES MODALITÉS PARTENARIALES

Ces différentes entrées seront examinées en coopération avec les institutions et fondations mémorielles qui ont adhéré au groupement d'intérêt public « Mission de la Libération », afin d'assurer une co-construction et de nous inscrire sur le temps long. Les échanges réguliers avec nos membres adhérents (collectivités territoriales, fondations mémorielles et grands acteurs du monde combattant) permettent de prendre en compte leur dynamique propre et de bénéficier de leurs relais. La direction de la mémoire, de la culture et des archives du ministère des Armées est, à ce titre, un acteur clé pour la Mission Libération.

En parallèle de la co-construction de ces thèmes commémoratifs spécifiques, les actions tournées vers le grand public de la Mission se poursuivent avec la labellisation des projets, voire l'obtention d'une subvention pour certains. Il s'agit essentiellement de projets associatifs (plus de 2 000 en 2024) et pédagogiques (environ 1 500), mais également



Le général de Gaulle sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame de Paris. À la sortie du *Te Deum* pour célébrer la victoire, la musique de la Garde républicaine de Paris joue les hymnes alliés. Paris, 9 mai 1945.

© Leray / Service cinématographique de l'armée / ECPAD

de la collecte d'archives et de témoignages des enfants de la Libération et de la dénomination de rues, places ou bâtiments inspirée par des héros encore méconnus.

L'année scolaire 2024-25 se place en particulier au cœur de notre cycle commémoratif, avec un engagement exemplaire des enseignants et des scolaires, qui ont redoublé d'efforts et de créativité pour faire vivre ce cycle mémoriel. Deux appels à projets sont lancés par l'Éducation nationale et la Mission Libération, auxquels les donateurs habituels du monde combattant pourront participer financièrement ou à travers un soutien logistique. Enfin, le concours national de la Résistance et de la Déportation récompensera cette année des projets portant sur le thème « Libérer et refonder la France (1943-1945) ».

NOTRE HÉRITAGE, LEGS POUR LE FUTUR

Alors que les derniers témoins de la Seconde Guerre mondiale disparaissent et que la mémoire ne sera bientôt plus incarnée, les 80 ans constituent un moment de bascule. Pour innover et trouver de nouveaux moyens de transmettre et d'enseigner à l'avenir, la Mission Libération porte son effort en deux directions : celui de l'éducation, déjà évoquée, et celui de l'évolution

muséale grâce au numérique, qui rend ces enjeux plus accessibles au grand public, et surtout à la jeunesse.

À ce titre, de nombreuses expériences immersives ont été réalisées lors de nos commémorations, et plus globalement via les offres muséales locales sur notre territoire. La plus significative, réalisée avec Microsoft, la start-up française *Iconem* et la Mission Libération, propose une nouvelle approche de l'exploitation des archives, grâce à l'intelligence artificielle. Cette création inédite mise en place à Saint-Lô pour le débarquement de Normandie, à Saint-Raphaël pour celui de Provence, et dernièrement à Paris, au musée de l'Armée, a offert à un large public une remarquable exposition intitulée *Le Fil de la mémoire*.

Cette structuration mémorielle numérique prendra le relais de la structuration physique réalisée dès 1945, comme, par exemple, en Normandie avec le Comité du débarquement qui regroupe aujourd'hui environ 80 communes et est en charge de la synchronisation des commémorations hors décennales. Une dynamique comparable est en cours dans le Var, sous l'impulsion du Conseil départemental.

Favoriser les initiatives qui permettent de mieux relayer et diffuser cette mémoire de la Seconde Guerre mondiale, tout en assurant la transmission des valeurs de ses héros à la jeunesse, s'avère essentiel. ■



Fabrice GRENARD

Historien, directeur scientifique
de la Fondation de la Résistance



1945, SORTIES DE GUERRE

L'écroulement du III^e Reich et la capitulation japonaise signent la fin d'un conflit dont le bilan humain, matériel et moral pèse lourdement sur la détermination à reconstruire, y compris un nouvel ordre international, augurant déjà de nouvelles tensions. Historien, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance, Fabrice Grenard donne un aperçu complet de la situation : entre traumatisme et renouveau, l'année 1945 est décisive.



Soldats américains serrant la main à des soldats soviétiques, chacun d'un côté d'un pont en ruines sur l'Elbe. Torgau (Allemagne), 25 avril 1945.

© Ullstein Bild / Roger-Viollet

Avec la victoire des Alliés sur les forces de l'Axe en Europe (8 mai) puis en Asie (2 septembre), 1945 marque la fin de Seconde Guerre mondiale et entraîne l'espoir que cesse le cycle de guerres et de crises économiques débuté en 1914, avec l'émergence d'un monde nouveau, plus égalitaire et plus pacifique. La parenthèse du conflit ne peut toutefois se refermer immédiatement, au regard de son terrible bilan humain et matériel mais aussi du choc psychologique et moral très grave provoqué par la politique d'extermination mise en œuvre par les nazis

ou les bombardements atomiques contre le Japon, qui entretiennent un sentiment de fin de civilisation.

DERNIÈRES BATAILLES

Du 4 au 11 février 1945, Churchill, Roosevelt et Staline, les chefs des trois puissances alliées, se réunissent à Yalta en Crimée alors que se prépare l'assaut final contre l'Allemagne. Sur le front de l'Est, les Soviétiques ont atteint les rives de l'Oder fin janvier et ne sont plus qu'à 75 km

de Berlin. La découverte par l'Armée rouge de l'immense complexe d'Auschwitz le 27 janvier confirme au monde entier les terribles réalités de l'univers concentrationnaire nazi et l'évidence de l'extermination des Juifs. Sur le front ouest, la tentative de contre-offensive allemande dans les Ardennes déclenchée le 16 décembre 1944 a été stoppée début janvier.

Américains, Britanniques et Français peuvent reprendre leur progression vers le Reich et envisager de franchir le Rhin. À Yalta, les Alliés s'accordent pour une capitulation « sans condition » de l'Allemagne. Les zones d'opération des différentes armées alliées deviendront après la capitulation les zones d'occupation respectives de l'URSS, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de la France, pour laquelle une telle zone est prévue (bien qu'elle ne soit pas représentée à Yalta) en raison de son rôle dans la campagne finale contre le Reich mais aussi pour permettre aux Occidentaux de peser davantage face aux Soviétiques. Cette occupation de l'Allemagne devra s'accompagner d'une dénazification et d'une démocratisation du pays. Roosevelt a également obtenu à Yalta que l'URSS entre en guerre contre le Japon, une fois que les opérations seront terminées sur le sol européen.

Sur le front occidental, l'offensive finale est lancée début mars 1945. Fin mars, le Rhin est partout franchi. La grande zone industrielle de la Ruhr est aux mains des Alliés à la mi-avril. Aux côtés des Américains et des Britanniques, la France prend toute sa part dans cette offensive, ce qui permet à l'armée française de renaître après l'humiliante défaite de 1940. La 1^{re} armée du général de Lattre de Tassigny, qui a succédé à l'armée B débarquée en Provence le 15 août 1944 après l'amalgame opéré avec les Forces françaises de l'intérieur (FFI), reçoit le surnom de « Rhin et Danube » en raison de ses victoires. Elle s'illustre notamment lors des prises de Karlsruhe et Stuttgart. La 2^e Division blindée (DB) du général Leclerc s'empare du « nid d'aigle » d'Hitler à Berchtesgaden le 4 mai 1945.

Le 25 avril, à Torgau, sur l'Elbe, les troupes alliées venues de l'Ouest font leur jonction avec l'Armée rouge qui a lancé à l'Est son attaque finale le 12 avril. Alors que Berlin est totalement encerclée, Hitler se suicide le 30 avril. L'amiral Dönitz, que le Führer a désigné comme son successeur dans son testament, tente d'obtenir un cessez-le-feu séparé avec les Alliés occidentaux afin de poursuivre le combat contre l'Armée rouge. Il s'agit également de permettre le passage d'un maximum d'unités allemandes derrière les lignes américaines pour leur éviter de tomber aux mains des Soviétiques. Mais Eisenhower refusant une reddition séparée, une capitulation générale du Reich est signée dans la nuit du 7 mai 1945 à Reims, où le général américain a installé son état-major. Staline exige toutefois qu'une seconde cérémonie soit organisée le 8 mai à Berlin, en zone soviétique et en présence du maréchal Joukov. Le général de Lattre y représente la France. L'acte de capitulation entre en vigueur le 8 mai 1945 à 23h01, soit le 9 mai à Moscou, date retenue

en URSS comme date de la victoire. La guerre cesse dans toute l'Europe. En France, les dernières poches allemandes de Dunkerque, Lorient et Saint-Nazaire se rendent entre le 9 et le 11 mai 1945.

Le 8 mai 1945 ne marque toutefois pas la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui se poursuit en Asie. Alors que les Américains envisageaient initialement la possibilité d'un débarquement au Japon, la conquête des îles d'Iwojima (février-mars) et d'Okinawa (mars-avril) provoque de très lourdes pertes et illustre le jusqu'au-boutisme des Japonais qui préfèrent le suicide à la reddition. Les bombardements du Japon s'intensifient. Le 8 mars, 2 000 tonnes de bombes sont déversées sur Tokyo, où périssent 83 000 victimes. Pour accélérer la fin de la guerre mais aussi révéler au monde entier, et plus particulièrement aux Soviétiques, la maîtrise par les Américains d'une arme nouvelle de destruction, la bombe atomique, le président Truman, qui a succédé à Roosevelt après son décès en avril, décide de lancer en août 1945 deux attaques nucléaires contre les villes d'Hiroshima et de Nagasaki, qui font un total d'au moins 200 000 victimes.

Le 14 août, le gouvernement japonais accepte les conditions alliées. Le 2 septembre 1945, le général Mac Arthur préside en baie de Tokyo, sur le cuirassé « Missouri », la cérémonie de reddition du Japon. Elle marque la fin d'un conflit mondial qui avait débuté dès 1937 en Asie avec l'invasion de la partie orientale de la Chine par le Japon, en 1939 en Europe avec l'invasion de la Pologne par l'Allemagne.



Ruines du bâtiment de l'industrie après l'explosion de la bombe atomique larguée par l'armée américaine. Hiroshima, 9 août 1945.

© SZ Photo / Bridgeman Images

Pour la première fois dans l'histoire, une justice militaire internationale est mise en place afin de juger les responsables de la guerre pour leurs crimes. Le procès de Nuremberg, chargé de juger les dirigeants nazis, s'ouvre le 20 novembre 1945. Le tribunal prononcera en octobre 1946 douze condamnations à mort suivies d'exécutions. Ce procès marque une étape importante car il définit la notion de crime contre l'humanité. Il a également permis de révéler au grand public la réalité du génocide juif qui était resté largement ignoré jusqu'à la découverte des centres de mises à mort par les armées alliées. Le procès de Tokyo chargé de juger les dirigeants japonais (à l'exception de l'empereur) se tiendra pour sa part entre avril 1946 et novembre 1948.

DES MORTS ET DES RUINES

Dans les pays alliés, l'annonce de la capitulation allemande le 8 mai 1945 donne lieu à d'importantes manifestations pour célébrer le jour de la victoire (*Victory day*) sur le Reich. À Londres, la foule envahit Trafalgar Square. À Whitehall, le discours patriotique prononcé par Churchill sur le rôle déterminant dans la victoire de la Grande-Bretagne, qui a longtemps lutté seule contre le Reich, galvanise les Londoniens. À Paris, la ferveur s'est également emparée de la rue. Les Parisiens se sont rassemblés pour écouter le discours de De Gaulle annonçant la capitulation allemande, diffusé dans toutes les rues de la ville. À 15 heures, les cloches de Notre-Dame, comme celles de toutes les églises de France, sonnent la fin de la guerre en Europe.

Les 8 et 9 mai ayant été déclarés fériés, deux jours de célébrations se développent dans toute la France, avec de nombreux rassemblements patriotiques, défilés et bals

populaires. À New York, une grande parade de la victoire est organisée dans les rues de la ville. Partout dans le monde, on célèbre la victoire sur le nazisme et la fin de la guerre en Europe, même si celle-ci se poursuit encore plusieurs mois dans le Pacifique.

Mais cette célébration intervient dans une Europe en ruines. La fin des combats ne peut marquer un retour immédiat à la normale dès lors que les conséquences d'une guerre ayant fait plus de 60 millions de morts et provoqué des destructions matérielles immenses vont se faire sentir encore longtemps. Des villes ont été entièrement détruites par les bombardements, comme Dresde ou Cologne en Allemagne, Le Havre ou Dunkerque en France.

Des millions de personnes sont sinistrées et connaissent des conditions de vie extrêmement précaires, contraintes de vivre dans des baraquements provisoires. Les infrastructures de transport ainsi que la plupart des installations industrielles détruites au cours des combats doivent être reconstruites. Du fait des pénuries persistantes et des goulets d'étranglement qui pèsent sur la reconstruction (manque de matériel, pénurie de charbon, paralysie des transports), les gouvernements doivent maintenir malgré leur impopularité les politiques de restrictions et de rationnement adoptées au cours de la guerre.

Si elles apparaissent plus dures dans les pays vaincus et occupés par les Alliés, les restrictions restent importantes dans les pays vainqueurs. En France, au printemps 1945, le nombre de calories fournies par le ravitaillement officiel n'est encore que de 1 376, loin donc des 2 200 calories quotidiennes indispensables. Dans ces conditions, le ravitaillement reste,



File d'attente devant une boulangerie juste avant le retour du rationnement du pain, Paris, 31 décembre 1945.

© Keystone - France / Gamma Rapho



Des personnes déplacées attendent près de Hanovre des camions, pour être rapatriés aux Pays-Bas, en Belgique et en France. Allemagne, 9 mai 1945.

© USHMM, National Archives Record Administration, College Park

pour les Français, une véritable obsession. D'après les sondages de l'époque, il occupe même le premier rang des préoccupations de la population et le ministre du Ravitaillement, Paul Ramadier, est surnommé « Ramadan » ou « Ramadiète ». En Grande-Bretagne, même si les rations officielles apparaissent un peu plus élevées qu'en France, les restrictions se maintiennent également au sortir de la guerre. Elles ne disparaîtront définitivement dans ces deux pays qu'à la charnière des années 1949-1950.

Les contraintes et sacrifices, que doivent encore endurer les populations du fait des conséquences de la guerre, s'accompagnent toutefois d'importantes promesses pour des « jours meilleurs » avec la mise en place de réformes structurelles importantes qui redéfinissent les règles sur le plan économique et social avec l'émergence des « États-providence ». En Grande-Bretagne, le gouvernement Attlee qui accède au pouvoir en juillet 1945 après la victoire des travaillistes s'inspire du rapport Beveridge de 1942 pour créer le Service national de Santé (*National Health Service*) et adopte un large programme de nationalisations. En France, la plupart des réformes proposées dans le programme adopté par le Conseil national de la Résistance en mars 1944 (sécurité sociale, « retour à la nation des grands moyens de production monopolisés », pouvoirs étendus des syndicats dans les entreprises) sont mises en place entre l'automne 1944 et le début 1946.

MOUVEMENTS ET DÉPLACEMENTS DE POPULATIONS

La fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe s'accompagne de gigantesques mouvements de populations qui s'expliquent par deux phénomènes différents. Le premier concerne la libération de plus de 20 millions de personnes qui avaient été transférées au sein du Reich à la suite des politiques d'extermination, de travail forcé et d'épuration ethnique conduites par l'Allemagne nazie. La question du retour de ces *displaced persons* (DPs) constitue un enjeu important sur le plan logistique et provoque également certaines tensions entre les Alliés alors qu'une partie des « déracinés » originaires de l'Europe de l'Est souhaite obtenir le droit d'émigrer vers l'Ouest, ce que refuse Staline.

La France est le second pays d'Europe (après l'URSS) à compter le plus grand nombre de ses compatriotes retenus en Allemagne (environ deux millions de personnes, soit 5 % de la population). Parmi eux, une majorité de prisonniers de guerre (1 million), 600 000 requis du STO, 60 000 déportés raciaux ou politiques (seuls 2 500 Juifs sur les 76 000 déportés de France ont survécu), mais aussi 100 000 Alsaciens-Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht. Menés sous l'égide du ministère des Prisonniers, des Déportés et des Réfugiés, que dirige Henri Frenay, les retours s'effectuent entre le début du printemps et l'été 1945.

En dépit de ses efforts, le ministère est rapidement critiqué. Les formalités administratives sont jugées trop longues, l'accueil n'est pas toujours à la hauteur de ce qu'attendent les rapatriés. Les efforts pour réunir l'ensemble des rapatriés en une même catégorie (« Ils sont unis, ne les divisez pas » demandent des affiches éditées par les fédérations nationales de rapatriés) n'empêchent pas qu'une hiérarchie s'installe.

Les résistants et déportés politiques sont accueillis en héros. Pour les prisonniers de guerre, si leur longue absence leur confère un accueil chaleureux de la part des populations, leur statut rappelle le déshonneur de la défaite de 1940. L'indifférence est plus grande à l'égard des travailleurs requis qui ont accepté de partir en Allemagne. Et plus encore à l'égard des déportés raciaux dont la vue provoque une sorte d'effroi et renvoie au sujet tabou



de la complicité de l'État français dans la déportation. Les rapatriés, qui n'ont pas pu participer à la « fête » de la Libération, retrouvent la France alors que la vie y a déjà repris, y compris la vie politique puisque les élections municipales d'avril 1945 ont lieu avant leur retour. La réinsertion se révèle souvent compliquée, aussi bien sur les plans psychologique, professionnel ou familial (50 000 divorces sont prononcés entre 1945 et 1948). Elle apparaît plus difficile encore pour les déportés raciaux, qui ne retrouvent souvent personne à leur retour et doivent continuer à vivre avec un traumatisme insurmontable.

La libération des territoires, qui avaient été colonisés par les populations allemandes à l'est de l'Europe, et la redéfinition des frontières en Europe centrale et orientale entraînent un exode massif et des déplacements forcés des Allemands vers l'ouest, qui concerne plus de 12 millions de personnes. Dès 1944, des millions d'Allemands vivant dans les régions orientales du Reich avaient fui face à l'avancée de l'Armée rouge. Après la capitulation, les minorités allemandes de Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie ou encore Hongrie sont chassées de ces pays. Le déplacement de la frontière polonaise vers l'ouest, jusqu'à la ligne Oder-Neiss, entraîne l'évacuation des populations allemandes des territoires concernés. Ces déplacements se développent dans un contexte très difficile et s'accompagnent de nombreux lynchages et massacres qui font plusieurs dizaines de milliers de victimes. Lors de la conférence de Postdam (juillet 1945), les Alliés tentent de mettre en place un système d'encadrement des flux dans leurs zones d'occupation respectives. Afin de favoriser la construction d'États-nations aussi homogènes que possibles, des échanges de populations sont également organisés entre l'URSS et la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, du fait des nouvelles frontières établies entre ces différents pays.

QUELLE PLACE POUR LA FRANCE DANS LE NOUVEL ORDRE MONDIAL ?

La fin de la guerre accouche d'un nouvel ordre mondial, dominé par les États-Unis et l'URSS, qui s'imposent comme les deux nouvelles super-puissances alors que le conflit a accéléré le déclin de la « vieille Europe », y compris de la Grande-Bretagne, contrainte sous la pression américaine de renoncer à ses ambitions coloniales et qui sort exsangue de la guerre. Alors que l'État français dirigé par Pétain s'était largement compromis par sa politique de collaboration avec l'Allemagne entre 1940 et 1944, l'existence de la France libre dans le camp allié et le rôle important joué par la Résistance française lors des combats de la Libération ont permis de sauver l'essentiel.

La France figure bien dans le camp des vainqueurs en 1945. Elle a échappé au projet d'occupation militaire que souhaitaient mettre en place les Américains dans le cadre de l'*Allied Military Government of Occupied Territories* (AMGOT) et, en octobre 1944, le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), présidé par de Gaulle, est reconnu par les Alliés. Son statut de vainqueur lui permet d'obtenir une zone d'occupation en Allemagne ainsi qu'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, nouvelle institution internationale visant à préserver la paix dans le monde et le respect du droit international, dont le principe avait été discuté à Yalta, et qui est officiellement entérinée après la conférence de San Francisco (juillet 1945).

Mais la France voit à la fin de la guerre sa domination coloniale contestée, avec des révoltes qui éclatent dans plusieurs parties de l'Empire. En Algérie, à l'annonce de la capitulation du Reich, des manifestations nationalistes ont lieu à Sétif, Guelma et Kherrata, avec la présence de drapeaux algériens et de slogans favorables à l'indépendance. La répression au cours des semaines suivantes fera entre 10 et 20 000 morts. En Asie, Hô Chi Minh, qui dirige le Vietminh, profite de la défaite du Japon pour proclamer le 2 septembre 1945 l'indépendance du Vietnam. Les deux grandes guerres de décolonisation qui éclateront par la suite apparaissent ainsi en germe dès 1945. Surtout, la France est un pays qui sort meurtri et divisé de quatre années d'occupation. L'unité de façade qui s'était manifestée au sein du GPRF en 1944, comme un prolongement de l'unification de la Résistance, commence à se fissurer dès 1945.

Des divisions se développent notamment autour de l'épuration, que certains (les communistes) souhaitent importante, alors que d'autres cherchent à en limiter davantage les effets. L'avenir institutionnel du pays ne fait également pas consensus. Si la Résistance pèse lourd sur un plan symbolique au sortir de la guerre, elle ne parvient pas à s'imposer comme une force politique nouvelle capable de redessiner le paysage politique, comme avaient pu l'espérer certains de ses membres. L'organisation des premières élections démocratiques de l'après-guerre (auxquelles les femmes participent pour la première fois) permet d'élire de nouvelles municipalités dans toute la France au printemps 1945. Elles marquent le retour au premier plan des partis politiques traditionnels et donnent la victoire aux trois grands partis de gauche : le Parti communiste français (PCF), la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) et le Mouvement républicain populaire (MRP). Le 21 octobre 1945, les Français élisent une assemblée et décident par référendum de la doter de pouvoirs constituants : cela signifie qu'ils souhaitent changer de régime et non rester dans le cadre de la III^e République. De Gaulle est élu chef du gouvernement provisoire par l'Assemblée. Mais un désaccord éclate entre le général et l'Assemblée sur les futures institutions. Alors que le premier défend un régime présidentiel, les partis de gauche actent la mise en place d'un régime parlementaire. De Gaulle démissionne le 20 janvier 1946 et quitte un pouvoir qu'il ne retrouvera qu'en 1958. La refondation, qu'il souhaitait pour donner à la France la stabilité institutionnelle nécessaire à la mise en œuvre de la politique de « grandeur » qu'il appelait de ses vœux, attendra donc douze ans. ■

Séance de clôture de la conférence
de San Francisco, le 26 juin 1945.

© Alamy





ESTHER SENOT

Esther Dzik a 15 ans lorsqu'elle est déportée à Auschwitz-Birkenau en septembre 1943. En mai 1945, rescapée, elle regagne Paris, orpheline de ceux des siens que l'administration française désigne alors comme les « non-rentés ». La vie reprend puis, dans les années 1980, la retraite venue, Esther n'oublie pas la promesse faite à sa sœur Fanny, au printemps 1944. Cette promesse de témoigner, Esther Senot, qui a aujourd'hui 97 ans, la tient depuis 40 ans.

Le 25 mai 1945, à 17 ans, vous atterrissez sur la base aérienne de Villacoublay dans un avion militaire. Quelles sont les conditions de ce retour en France ?

Je pèse 32 kilos, j'ai les cheveux rasés. Quand nous atterrissons avec mon amie Marie, deux policiers nous accueillent. On a un moment de recul. On pense : « ils nous ont emmenés, ils viennent nous rechercher ». À l'hôtel Lutetia ensuite, on nous fait une carte d'identité provisoire. L'interrogatoire de la police militaire est bref : notre tatouage montre que l'on vient d'Auschwitz. Marie et moi nous prenons le métro, direction Saint-Ouen. On a été lâchés dans la nature, dans l'indifférence totale. Courant juin, je quitte Marie et les siens.

Je retournerai quelque temps plus tard à Belleville, passage Ronce, mais je ne retrouverai aucun des miens. J'habite alors seule dans une chambre de bonne dans le 11^e. Quelques mois après mon retour, je fais une tentative de suicide qui me conduit à l'hôpital psychiatrique Maison-Blanche à Neuilly-sur-Marne. J'ai 18 ans. En 1948, je me marie avec Jacques, qui n'est pas juif, j'ai 20 ans. Je reprends ma vie en main, avec la moitié d'un certificat d'études passé en juin 1940 ; je vais travailler 40 ans comme vendeuse. Nous aurons trois fils : Robert, né en 1949, Michel en 1955 et Daniel en 1962.

Pouvez-vous évoquer les vôtres, assassinés à Birkenau, dont votre sœur Fanny, que vous retrouvez dans le centre de mise à mort ?

Mes parents, Nuchim et Gela, sont arrivés avec leurs six enfants de Pologne en 1930, à presque 40 ans, chassés par la misère et l'antisémitisme : Israël, l'ainé, Maurice, Samuel, Marcel, Fanny et moi qui suis la petite dernière - j'ai à peine 2 ans. Ils s'installent à Belleville, passage Ronce. Mon frère Achille naît un an plus tard. L'eau est sur le palier, les toilettes au rez-de-chaussée. Mon père était cordonnier, mais je l'ai toujours connu malade, mes frères étaient tailleurs. Mon frère Marcel est le premier arrêté, à 20 ans, il est déporté le 25 juin 1942 par le convoi 4 parti de Pithiviers. Son certificat de décès mentionne qu'il est mort deux mois plus tard d'une « crise cardiaque ». Mes parents sont arrêtés avec mon frère de 11 ans, Achille, le 17 juillet lors de la rafle du Vel d'Hiv. Ils sont internés à Drancy et déportés par le convoi 19, le 14 août, gazés à leur arrivée.

Ma sœur Fanny, qui a un an de plus que moi, est déportée par le convoi 46 parti de Drancy le 9 février 1943.

Elle est déjà depuis 7 mois à Birkenau lorsque j'arrive aux alentours du 4 septembre [convoi 59]. Elle me retrouve en décembre dans la baraque des latrines. Nous sommes dans des *Kommandos* différents mais nous arrivons à nous voir quelques minutes chaque matin au moment de l'appel. La dernière fois que je la vois, on est au début de mars 1944, elle est au *Revier* [l'infirmerie du camp], couchée sur une pailasse. Elle me demande de tenir le coup pour revenir : « Esther, tu dois tout faire pour t'en sortir. Promets ! Promets que tu raconteras ce qui se passe ici, promets pour qu'on ne soit pas les oubliés de l'Histoire ! ». C'est le jour où elle est assassinée dans la chambre à gaz.

La retraite venue, vous effectuez votre premier voyage à Birkenau et vous tenez votre promesse faite à Fanny.

La première fois que je retourne à Birkenau, c'est au début des années 1990. Je suis retraitée, à Perpignan, et, avec mon mari, nous voyons dans une agence de voyage un séjour pour visiter les villes polonaises. À Varsovie, je demande à la guide d'aller visiter l'ancien ghetto. Elle me dit qu'il n'y a plus rien. Quelques jours plus tard, nous avons le choix entre une soirée folklorique à Cracovie ou une visite à Auschwitz. Je n'y ai jamais été, seulement à Birkenau ! Sur place, je dis à mon mari : « c'est bizarre ce qu'elle raconte, ça n'a rien à voir avec ce que j'ai vécu ». La guide ne veut pas aller à Birkenau, nous y allons finalement et là je l'interpelle : « J'étais ici durant dix-sept mois. Vous ne dites pas que ceux qui ont été massacrés ici ce sont des Juifs ». Je prends le micro et je raconte, c'est la première fois que je parle vraiment de la déportation.

J'ai ensuite témoigné dans plusieurs centaines d'établissements scolaires, partout en France, en Allemagne et en Suisse aussi. J'interviens aussi régulièrement devant des étudiants. J'ai aussi témoigné aux côtés de [l'historien] Vincent Duclert sur les génocides du XX^e siècle.

Aujourd'hui, j'ai 97 ans, mon agenda est plein de toutes les interventions que je continue de faire. ■

Esther Senot a publié en 2021 avec la collaboration d'Isabelle Ernot « La petite fille du passage Ronce » (Grasset et édition de poche enrichie d'un accompagnement pédagogique en 2023), qui porte la mémoire des siens.



Esther, 13 ans, été 1941.

© Mémorial de la Shoah/coll. Esther Senot



Jean-Marc WECKNER

Président du musée de la poche de Colmar (68)

LE MUSÉE-MÉMORIAL

DES COMBATS DE LA POCHE DE COLMAR

Hiver 1944-45, les combats de la poche de Colmar permettent de libérer l'Alsace, alors encore annexée à l'Allemagne nazie. Dans le Haut-Rhin, un musée-mémorial rassemble une collection exceptionnelle racontant cette histoire.

Ouvert au public en 1994, le musée-mémorial des combats de la poche de Colmar à Turckheim (Haut-Rhin) propose une plongée dans l'hiver 1944-45. Il est situé dans la cave de l'ancien presbytère où se sont réfugiés pendant de longues semaines plus de 100 habitants lors des bombardements et des tirs d'artillerie. Musée mémoriel, historique, culturel et pédagogique, il raconte, grâce à différents supports, la longue attente de la libération du joug nazi. Une histoire qui va durer trois mois au cours d'un hiver

dantesque, où l'on mesurera jusqu'à un mètre de neige en plaine et des températures qui descendront jusqu'à moins vingt degrés.

Le musée est dédié à tous les combattants qui ont pris part aux terribles combats de la poche de Colmar, à toutes les victimes civiles et militaires, pour leur rendre l'hommage qui leur est dû, afin que les générations actuelles et celles à venir prennent conscience de la valeur du mot « liberté ». Conçu par deux passionnés d'histoire locale, il fonctionne de manière associative et emploie aujourd'hui trois collaboratrices. Soutenu par la ville de Turckheim, il fédère également une cinquantaine de bénévoles qui constituent ses forces vives. Une convention, signée en 2008 avec le service départemental de l'Office national des combattants et des victimes de guerre du Haut-Rhin, favorise toutes les actions visant à développer le civisme et perpétuer la connaissance et le souvenir de la guerre de 1939-1945 auprès du public, notamment scolaire.

Au sein des 250 mètres carrés d'exposition, le visiteur découvre des photos, des vitrines techniques avec armes et munitions, mais aussi de magnifiques dioramas mettant en valeur, en tenue originale d'époque, les différents acteurs de cette guerre :

soldats américains, allemands, armée française, avec notamment goudiers marocains et tirailleurs sénégalais. Parmi les pièces exceptionnelles, une tenue du général de Lattre de Tassigny ou le bureau du général de Vernejoul, libérateur de Colmar avec la 5^e division blindée. Une vidéo, document réalisé par un reporter de guerre pendant les combats, montre également l'entrée des troupes françaises dans la ville libérée de Colmar le 2 février 1945.

Au-delà de l'exposition, les bénévoles réalisent un travail considérable de mémoire afin de mettre en lumière l'histoire de chaque acteur, de chaque objet. Le musée n'oublie jamais l'homme ou la femme derrière chacun, qu'il s'agisse de militaires, chefs de guerre ou simples soldats, ou de civils.

22 000 visiteurs se sont rendus au musée en 2024. De nombreuses amicales, associations, écoles militaires, soldats de régiments, jeunes du service national universel, anciens combattants, élèves des écoles, collèges et lycées viennent découvrir ce seul et unique musée consacré aux combats de la poche de Colmar. Ces visites donnent parfois lieu à des rencontres émouvantes, notamment avec des descendants ou parents d'anciens combattants. ■

• www.facebook.com/mmcpcolmar
• musee.turckheim-alsace.com



© Musée-mémorial des combats de la poche de Colmar



Éléonore WARD

Responsable du Mémorial de Drancy (93)

LE MÉMORIAL DE LA SHOAH DE DRANCY

À Drancy, au cœur du département de la Seine-Saint-Denis, le Mémorial de la Shoah, antenne du Mémorial de Paris dédié à l'histoire juive pendant la Seconde Guerre mondiale, est à la fois un lieu chargé d'histoire et de vie. Un site remarquable, tourné vers la médiation.

Inauguré en 2012, le Mémorial de la Shoah de Drancy est un lieu de mémoire et un musée d'histoire face à la cité de la Muette. Ensemble de logements sociaux innovants construits dans les années trente, ce lieu fut réquisitionné en 1941 par les nazis pour en faire un camp d'internement des Juifs de France avant leur déportation massive à l'est.

En France, ces déportations débutent en 1942, en étroite collaboration avec le régime de Vichy, et Drancy devient alors la dernière étape avant Auschwitz-Birkenau. Près de 63 000 Juifs sont passés par ce camp sur les 76 000 déportés de France (soit 80 %). La plupart ne sont jamais revenus des centres de mise à mort, assassinés dans les chambres à gaz. Le camp a donc constitué un rouage essentiel dans le génocide des Juifs de France.

La mémoire du camp de Drancy a mis du temps à se construire. Pendant plusieurs décennies, on n'en trouvait aucune trace matérielle en dehors de quelques plaques. En 1976, est inauguré un imposant monument commémoratif sculpté par l'artiste d'origine polonaise Shelomo Selinger, lui-même rescapé des camps. Un wagon du souvenir le complète en 1988.

Aujourd'hui, bien que classée aux monuments historiques, la cité a retrouvé sa vocation initiale : loger des personnes de condition modeste.

Cette singularité duale confère au site ses caractéristiques : un lieu de mémoire et un lieu de vie habité, au cœur d'un quartier populaire de Seine-Saint-Denis.

Le Mémorial a été construit juste en face pour cette raison. Il est composé d'une collection permanente, d'une exposition temporaire et de salles de médiation. Le parcours proposé revient sur plusieurs aspects clés du camp : sa construction, sa gestion, la vie quotidienne, l'organisation des convois, les camps annexes, la fin du camp, le retour des déportés et la lente construction de la mémoire. Des maquettes, des objets et documents d'archives, des graffitis réalisés par les internés et des bornes de témoignage de survivants permettent d'apporter des éclairages complémentaires. Toutes les visites comprennent enfin une présentation du site historique à l'extérieur. Son architecture permet également de s'immerger dans la cité grâce à ses larges baies vitrées.

Afin de rendre ce savoir accessible, le Mémorial de la Shoah développe une offre de médiation variée et adaptée à tous les âges. Pour les scolaires, les propositions sont plurielles et adaptées à tous les niveaux et les filières à partir du CM2. Pour le grand public,



© Mémorial de la Shoah

une programmation historique et culturelle gratuite est proposée chaque dimanche en plus d'une visite guidée.

Le Mémorial de la Shoah s'efforce d'entretenir la mémoire du lieu, mais il défend également un projet éducatif et culturel pour que cette transmission puisse contribuer à tisser des liens de partage entre des personnes aux profils très différents. Quatre-vingts ans après, ce sont près de 35 000 visiteurs annuels qui se rendent sur place pour en apprendre un peu plus sur cette histoire et se souvenir des victimes juives passées à Drancy. ■

Informations pratiques :

110-112, avenue Jean-Jaurès
93700 Drancy

- contact@memorialdelashoah.org
- drancy.memorialdelashoah.org

OUVRAGES

+ D'EXPOSITIONS
+ D'OUVRAGES
cheminsdememoire.gouv.fr

LA LIBÉRATION DE PARIS AUX CÔTÉS DE SES POMPIERS

Obéir à l'occupant ou sauver la capitale et ses habitants ? Tel est le dilemme auquel doivent faire face les sapeurs-pompiers parisiens de 1940 à 1944.

Ce récit historique met en avant le quotidien et les actions des hommes de l'ombre qui ont joué un rôle essentiel dans la Résistance grâce à leur courage.

Écrit à l'instar d'un roman d'aventures, *Combats pour la liberté, Les pompiers de Paris dans la Seconde Guerre mondiale* vous invite à vivre heure par heure la dernière semaine d'août 1944. Didier Sapaut et Emmanuel Ranvoisy, experts de l'histoire des pompiers de Paris, sauront vous immerger au cœur des casernes de la Résistance.

SAPAUT Didier et RANVOISY Emmanuel, *Combats pour la liberté, Les pompiers de Paris dans la Seconde Guerre mondiale*, ALLO18 éditions, 2024, 144 pages, 18 €.



ÉCRIRE ET SURVIVRE

Plongez au cœur des écrits bouleversants d'un soldat fait prisonnier au Fort des Dunes, puis transféré au *Stalag 1A* situé dans le premier district militaire en Prusse-Orientale (Königsberg) jusqu'à son retour en France en 1945. Omer L'Hoste dévoile jour après jour ses pensées, ses inquiétudes et ses moments d'espoir, mais également son quotidien et ses tentatives d'évasion. Trente ans plus tard, il décide de se replonger dans ses écrits, et

d'ajouter quelques souvenirs au récit de sa captivité, donnant lieu à un texte authentique, témoin d'une période douloureuse de sa vie. La rareté de tels témoignages d'anciens prisonniers fait de ce texte un document historique d'une valeur inestimable.

L'HOSTE Omer, *La guerre d'Omer 1939-1945, Les Peuples de la nuit*, 2023, 408 pages, 25 €.



RÉSISTER

Qui sont les acteurs de la Résistance ? Comment s'est-elle déployée ? Quelles sont leurs actions ? Qui sont ces hommes et ces femmes de l'ombre ? Cet ouvrage richement illustré nous conte l'histoire de la Résistance de façon chronologique, montrant le commencement de ces années qui se déploient jusqu'à la Libération. Plus de deux cents archives, documents et photographies de cette période viennent agrémenter le texte tout en servant de témoin historique. Une documentation riche et unique qui vous plongera au cœur de cette activité clandestine mise en lumière par Fabrice Grenard, directeur scientifique de la fondation de la Résistance.

GRENARD Fabrice, *Les années Résistance. 1940-1944*, avec la contribution de Fabrice Bourrée et Frantz Malassis, Tallandier, 2024, 288 pages, 29,90 €.



TÉMOIGNER SUR BIRKENAU

Les 16 et 17 juillet 1942 a lieu la rafle du Vel d'Hiv : la famille Dzik est déportée. Livrée à elle-même à seulement 14 ans, Esther réussit à échapper aux autorités jusqu'en septembre 1943, où, à la suite d'un contrôle d'identité, elle est finalement déportée à Birkenau.

« Promets-moi de dire au monde ce que des hommes ont été capables de faire à d'autres... » voici les derniers mots que lui a adressés sa sœur Fanny avant

sa disparition dans les chambres à gaz. Depuis quarante ans et aujourd'hui encore, Esther Senot n'a de cesse de raconter et de partager son histoire dans les établissements scolaires. Dans ce récit, écrit par l'historienne Isabelle Ernot, elle témoigne de ce qu'elle a vécu : le travail forcé, la faim, le froid, la violence, la peur et la mort. Un témoignage bouleversant et essentiel à la préservation de la mémoire.

SENOT Esther et ERNOT Isabelle, *La petite fille du passage Ronce*, Le Livre de Poche, édition enrichie d'un accompagnement pédagogique d'Isabelle Ernot, 2022, 192 pages, 7,70 €.





RÉARMER POUR LA VICTOIRE

1944 : la Libération progresse par étapes sur le territoire français. C'est alors le moment opportun pour l'armée française de se rebâtir pour vaincre l'ennemi définitivement. Dans ce contexte de guerre et d'occupation allemande, les moyens sont rares et une atmosphère de méfiance est installée. Cependant, la France réussit à mettre sur pied dix divisions avant la Libération. Comment le général de Gaulle a-t-il trouvé toutes les ressources nécessaires ? Qui l'a aidé ? Quel rôle la Résistance a-t-elle eu dans ce projet ? Stéphane Weiss, ingénieur, docteur en histoire et chercheur associé au Centre de recherche interdisciplinaire en histoire des universités de Poitiers et de Limoges, nous dévoile les secrets de ce réarmement français.

WEISS Stéphane, Le réarmement français de 1944 à 1945. Faire flèche de tout bois, Presses universitaires de Rennes, préface de Laurent Douzou, 2022, 232 pages, 20 €.

EXPOSITIONS

EN RÉGION, DEUX EXPOSITIONS TEMPORAIRES EN LIEN AVEC LE CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION 2024-2025
« LIBÉRER ET REFONDER LA FRANCE : 1943-1945 » :



À CHÂTEAUBRIANT

À mesure que les forces de l'Axe connaissent leurs premiers revers, l'occupant et Vichy se radicalisent et traquent la Résistance. Celle-ci trouve les chemins de son unification dans un consensus difficilement mais patiemment construit entre les combattants de l'ombre et les combattants de Londres, pour refonder la France.

Une exposition qui se compose de douze panneaux et d'une présentation de plus de 90 objets et archives, originaux et facsimilés. Ces panneaux sont déclinés en trois séries, offrant la possibilité à deux d'entre eux de partir en itinérance.

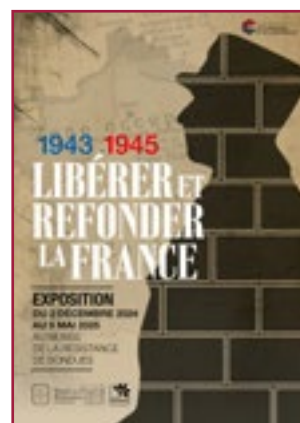
Cette exposition se tient dans la ville qui, le 22 octobre 1941, a vu l'exécution de 27 otages communistes, dont Guy Môquet.

« Libérer et refonder la France : 1943-1945 », jusqu'au 27 septembre 2025 au musée de la Résistance de Châteaubriant (44).

À BONDUES

Cette exposition, réalisée en partenariat avec l'association Souvenir de la Résistance et des Fusillés du Fort de Bondues, met l'accent sur l'histoire militaire de la Libération mais aussi sur les projets politiques pour restaurer l'État dans une France à reconstruire. De l'union des mouvements de Résistance aux débarquements, et de l'épuration aux grands défis de la reconstruction, elle retrace à travers douze panneaux les étapes de la Libération et de la reconstruction de la France lors des années charnières de 1943 à 1945.

« Libérer et refonder la France : 1943-1945 », jusqu'au 9 mai 2025 au musée de la Résistance de Bondues (59), visite guidée possible sur réservation.



RIRE POUR RÉSISTER

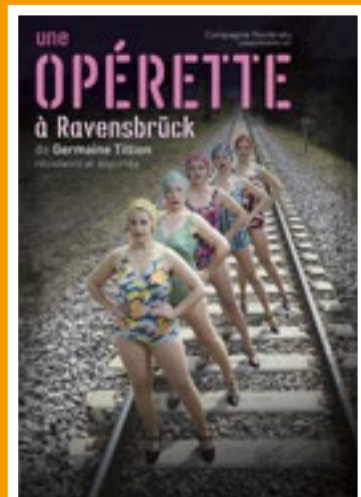
Savourez l'adaptation pleine d'humour et de légèreté de l'œuvre *Le Verfügbar aux Enfers*. Une opérette à Ravensbrück de Germaine Tillon. Cette ethnologue française est envoyée au camp de femmes de Ravensbrück en 1943 pour faits de résistance. « J'ai écrit une opérette, une chose comique, parce que je pense que le rire, même dans les situations les plus tragiques, est un élément revivifiant. On peut rire jusqu'à la dernière minute. ». À l'aide de ses camarades de camp, alors même qu'il est interdit d'écrire, l'autrice dépeint des femmes pleines de vie, qui utilisent le chant et la danse pour braver leur condition sous le joug nazi.

Le rire, le chant et la danse : ce contraste permet de dépasser l'horreur de la guerre.

Retrouvez le spectacle de la compagnie Nosferatu, mis en scène par Claudine Van Beneden, en 2025 :

- 20 février à Biarritz (64) ;
- 6 mars à Miramas (13) ;
- 7 mars à Aubagne (13) ;
- 27 mars à Voiron (38) ;
- 4 avril à Gardanne (13) ;
- 12 avril à Lissieu (69) ;
- 15 mai à Poisy (74) ;
- du 5 au 26 juillet à Avignon (84).

Une opérette à Ravensbrück, Cie Nosferatu.





Simone Michel-Lévy (1906-1945)

Résistante, déportée, pendue le 13 avril 1945 à Flossenbürg, dix jours avant la libération du camp. Elle est faite Compagnon de la Libération à titre posthume le 26 septembre 1945.